



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 910

[Texte de la question](#)

POLITIQUE DE LA VILLE

M. le président. La parole est à Mme Sabine Rubin, pour le groupe La France insoumise.

Mme Sabine Rubin. Monsieur le Premier ministre, hier, cinq questions ont été posées pour rappeler les manques ressentis par les habitants des quartiers populaires, périurbains et ruraux. Éluë du 93, je pourrais compléter la liste : pannes d'ascenseurs récurrentes dans des logements sociaux bientôt liquidés par la loi ÉLAN ; trains de banlieue bondés ou suppression des petites lignes dans les zones rurales ; agressions à l'arme blanche dans les établissements scolaires après la réduction du nombre d'AED – assistants d'éducation ; constructions sur des sols pollués quand s'aiguisent les appétits des promoteurs ; suppression des contrats aidés alors que les travailleurs sociaux n'ont jamais été autant sollicités. Je m'arrête là, deux minutes ne suffisant pas pour dresser un inventaire complet.

À défaut d'une politique publique conséquente, vous organisez maintenant l'impuissance de l'État ; il faut désormais s'en remettre à l'action des particuliers ou des grandes entreprises, qui devraient proposer des stages alors qu'elles ne créent pas d'emplois. L'éloge des « mamans » fait par le Président de la République est émouvant – bien qu'un tantinet sexiste. Cependant, il aurait mieux valu soutenir ces mamans par des actes, en votant la proposition de loi de nos collègues communistes visant à lutter contre le temps partiel subi. À défaut d'une politique sociale, vous ne proposez que du contrôle social. L'intervention de l'État ne peut se résumer aux seules interventions policières.

Pourtant, des solutions neuves et pragmatiques existent. Pour apaiser les relations entre les citoyens et la police, nous avons proposé la remise d'un récépissé en cas de contrôle d'identité : vous l'avez refusé. Pour lutter contre les trafics de drogue qui rongent nos quartiers, il serait possible de légaliser et d'encadrer le commerce du cannabis. Voilà quelques idées neuves.

Permettez-moi, monsieur le Premier ministre, de vous rappeler une seule réalité, qui résume bien toutes les autres : « Le moins bien doté des établissements scolaires parisiens est mieux doté que le plus doté des établissements de la Seine-Saint-Denis. »

M. le président. Veuillez conclure, chère collègue !

Mme Sabine Rubin. Cette phrase résonne d'autant plus au moment où on assiste au fiasco de Parcoursup (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM*) qui assigne à résidence les élèves des lycées en difficulté. (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)

Mme Huguette Bello. Très bien !

Mme Sabine Rubin. Monsieur le ministre, quand allez-vous rétablir...

M. le président. Merci, madame la députée.

La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires. Madame la députée, vous avez été enseignante et formatrice dans le domaine de l'insertion professionnelle. Compte tenu de la rigueur et de la justesse qui caractérise habituellement vos propos, je m'étonne que votre question comporte quelques omissions. Pourquoi n'avez-vous pas mentionné que cette majorité a voté le dédoublement des classes de CP en REP + – réseaux d'éducation prioritaire renforcés ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Fabien Di Filippo. Oui, en fermant plus de mille classes dans la ruralité !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Pourquoi n'avez-vous pas rappelé que le Président de la République a annoncé hier que 30 000 stages seront proposés, qui permettront d'établir le lien entre les jeunes des quartiers et les entreprises ?

M. Alexis Corbière. Il ne s'agit que des stages de classe de troisième !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Pourquoi n'avez-vous pas indiqué que cette majorité, ce gouvernement investit 15 milliards d'euros dans la formation professionnelle, dont près de 2 milliards d'euros pour les jeunes et les personnes éloignées de l'emploi dans les quartiers relevant de la politique de la ville ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. Sébastien Jumel. La loi n'est pas encore votée !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Pourquoi n'avez-vous pas mentionné que le Président de la République a indiqué hier qu'à partir de l'automne, les 120 plus grandes entreprises françaises seraient testées pour savoir si oui ou non leurs politiques de recrutement sont discriminantes ?

M. Christian Hutin. Poudre de perlimpinpin !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Pourquoi n'avez-vous pas relevé que le ministre de l'intérieur a mis en place la police de sécurité du quotidien, et que pas moins de 1 300 agents de police supplémentaires seront embauchés dans les 60 quartiers prioritaires de la ville d'ici à 2020 ? *(Mêmes mouvements.)*

M. Christian Hutin. C'est expérimental !

M. Ian Boucard. Vous ne répondez pas à la question !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Enfin, pourquoi n'avez-vous pas reconnu que cette majorité a voté dans le dernier budget le lancement des emplois francs, sans aucune barrière à l'entrée, pour permettre à nouveau l'accès des jeunes des quartiers à l'emploi ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Michel Herbillon. Le secrétaire d'État est content de lui !

M. Pierre Cordier. On veut des résultats !

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État. Madame la députée, mon étonnement a peu d'importance. La seule chose qui m'importe est de savoir si les mesures votées par cette majorité, mises en place par ce gouvernement sont efficaces pour redonner de l'espérance aux jeunes des quartiers. En tout cas, telle est ma conviction, et

c'est ce à quoi je m'emploie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sabine Rubin](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 910

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Cohésion des territoires (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Cohésion des territoires (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 mai 2018](#)